ainsi séparés, parvenir à cette unité de vûes & de principes suivant lesquels Sa Majesté desire que soient exécutés les articles V, VII & X. de son Edit du mois de Mars 1768; Elle auroit jugé nécessaire de procurer auxdits Religieux, conformément au vœu d'un grand nombre d'entre eux, les moyens de procéder d'une maniere uniforme à l'exécution desdits articles, afin que toute diversité étant détruite par des delibérations communes & sagement concertées, toutes les Provinces dudit Ordre qui sont dans le Royaume, soient gouvernées par la même règle & dans le même esprit. A quoi voulant pourvoir: Oûi le rapport, & tout considéré; Sa Majesté étant en son Conseil, & de l'avis des Sieurs Commissaires nommés pour l'exécution de l'Arrêt du 23 Mai 1766, a ordonné & ordonne, que dans les Chapitres de chacune des Provinces des Religieux-Récollets de l'Ordre de St. François de son Royaume, qui doivent être incessamment assemblés, il sera, si fait n'a été, nommé deux Députés, dont l'un sera pris parmi les Supérieurs & l'autre parmi les Conventuels, lesquels seront chargés, conjointement avec les Provinciaux de chacune desdites Provinces, de procéder à l'exécution des articles V, VII & X de l'Edit du mois de Mars 1768; à l'effet de quoi lesdits Provinciaux & Députés seront tenus de s'assembler le 3 du mois de Septembre de l'année 1770, dans le Couvent des Religieux-Récollets de Paris, en presence de tels Commissaires que Sa Majesté jugera à propos de commettre pour y assister de sa part. Veut & entend Sa Majesté que lesdits Provinciaux & Députés soient tenus de remettre auxdits Sieurs Commissaires l'état détaillé des revenus & dettes de chacun des Monastères desdites Provinces & des Religieux qui les composent; se réservant Sa Majesté, sur le compte qui lui en sera rendu par les Sieurs Commissaires nommés pour l'exécution de l'arrêt du 23 Mai 1766, d'autoriser, s'il y a lieu, tout ce qui aura été fait & arrêté par lesdits Provinciaux & Députés, en exécution de son Edit du mois de Mars 1768, tant par rapport à la rédaction des Constitutions, que par rapport au rétablissement de la Conventualité. Fait au Conseil d'Etat du Roi,